

OUEST-FRANCE

du vendredi 25 mai 2007

Point de vue

par Guy Roustang (*)

Les banlieues et le changement

Dans son discours d'entrée en fonction du 16 mai, Nicolas Sarkozy appelait à **« rompre avec les comportements du passé, les habitudes de pensée et le conformisme intellectuel »**.

La politique à l'égard des banlieues va constituer un test de la volonté de changement pour persuader chacun qu'il a bien sa place dans la République. Le programme de rénovation urbaine, lancé en 2003, avait pour ambition de **« casser la spirale de ségrégation sociale et territoriale que connaissent de nombreux quartiers »** et de **« modifier radicalement les conditions de vie dans ces quartiers »**.

Le programme prévoyait de démolir 200 000 logements en cinq ans et d'en reconstruire autant. Des sommes considérables ont été mobilisées puisque, au 1^{er} mai, l'Agence nationale de rénovation urbaine faisait état de 189 projets signés, représentant plus de 21 milliards d'euros de travaux prévus.

Et pourtant, c'est l'échec qu'annoncent les évaluations réalisées par le Comité d'évaluation et de suivi de l'Anru, ou par le conseil général des Ponts et Chaussées. Le plus souvent, on se contente d'opérations physiques sur le bâti sans se soucier du volet social. Autrement dit, on est en train de commettre

les mêmes erreurs que par le passé. On est amené à démolir des cités qui avaient été réhabilitées il y a une vingtaine d'années et qui avaient englouti des sommes considérables. Elles ont été dégradées, faute d'une gestion urbaine qui associe collectivités territoriales, bailleurs sociaux et habitants. Aujourd'hui, des cités à peine réhabilitées connaissent les mêmes dégradations qu'auparavant avec l'engrenage des tensions sociales, du vandalisme et de la délinquance. Les habitants de certains quartiers se sentent dévalorisés et abandonnés.

Pourtant, la preuve est faite qu'il est possible de rompre le cercle vicieux. Quatre villes (Bordeaux, Perpignan, Le Havre et les Mureaux) ont obtenu le premier prix 2006 de l'innovation sociale de l'Union nationale des CCAS. Dans des quartiers difficiles, ces villes avaient favorisé l'accompagnement de ménages en difficulté dans l'autoréhabilitation de leur logement. Les maires de ces quatre villes ont transmis un message à Jean-Louis Borloo, alors ministre de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement. Faute d'impliquer les habitants, les actions de remise en état du bâti et du logement ont souvent des effets de courte durée. À l'opposé, une démarche d'amélioration du logement, qui vise à mettre

les ménages occupants au cœur de l'action, a des effets durables. Le fait de donner aux habitants la possibilité de définir un projet d'amélioration et de réaliser eux-mêmes tout ou partie des travaux a des effets techniques et sociaux très intéressants. **« Nous pouvons affirmer qu'aucune autre démarche d'amélioration du logement ou de rénovation de l'habitat urbain ne permet d'obtenir ces résultats avec des publics souvent difficiles »**, écrivent les maires.

Lors du colloque qui avait permis, en novembre 2006, à ces quatre villes de faire état de leur expérience, Alain Juppé se réjouissait de voir qu'on avait pu **« sortir des sentiers battus »** et **« ouvrir de nouvelles perspectives »**. Il déclarait : **« En associant insertion et habitat, cette démarche répond à mon intime conviction que projet urbain et projet social vont de pair. »**

Les élus, les ingénieurs de l'Équipement, les urbanistes vont-ils mettre les habitants au cœur de leurs projets ? Faute de quoi les « comportements du passé » entraîneront des dépenses considérables en pure perte.

(*) Directeur de recherches honoraire, Laboratoires d'économie, et de sociologie du travail.